

LCL Philippe CART (Division A / groupe A4)

Synthèse conférence 15.10.04 "L'Europe puissance économique" Mr François VILLEROY DE GALHAU (PDG de Cétélem – Paribas)

Résumé

La conférence est articulée selon deux idées-force:

- La création de l'Europe économique était une condition nécessaire mais non suffisante à la création de l'Europe politique et elle a eu des effets globalement bénéfiques;
- Il faudra maintenant faire passer l'Europe d'un simple espace économique à une puissance économique.

1 L'Europe actuelle – un espace économique

L'Europe économique s'est forgée au cours d'une longue marche de 50 ans, en un processus continu sous-tendant les élargissements successifs de la Communauté.

Une étape décisive a été l'avènement de la monnaie unique, premier partage de souveraineté de la part des pays de la Communauté. Globalement l'Europe y a gagné, et a vécu un enrichissement prodigieux causé par la création du Marché unique.

Dans le cas de la France, les 3 principaux apports (parfois forcés) ont été: 1) ouverture au commerce international (progrès, car le protectionnisme ne rapporte rien) 2) progrès intérieurs (financement de la réforme de l'agriculture, fin de l'inflation, privatisation des entreprises publiques) 3) avec l'arrivée de l'Euro, réduction des effets des fluctuations du dollar.

La création d'un espace économique européen était une condition nécessaire mais non suffisante à l'émergence d'une Europe politique, voire militaire.

Nécessaire, car une économie forte a été, et est toujours, une pré-condition à tout projet d'Europe politique. Non suffisant, car pour créer une architecture politique en Europe, il faudrait en plus une volonté politique (voir l'"esprit de Maastricht" des années 80) des pays concernés – or actuellement cette volonté est absente, les dirigeants européens donnant la priorité aux développements nationaux, et ceci au détriment d'un projet politique plus vaste.

2 L'Europe future – une puissance économique?

L'Europe ne peut se borner à être seulement un "espace" économique, elle doit aller plus loin et devenir une "puissance" économique. Ceci lui permettra de mieux affronter le phénomène de la mondialisation, dont elle subit actuellement certains effets pervers.

En effet, la mondialisation, malgré le fait qu'elle ait créé certaines opportunités pour l'Europe (par exemple baisse générale des prix, changement des perceptions des gens), a eu aussi des effets assez négatifs (climat social dégradé, chômage, délocalisations). Désormais l'Europe n'est plus "leader" en matière économique – les vrais leaders se trouvant désormais aux Etats-Unis ou en Asie.

Cette question des effets de la mondialisation sur l'Europe a en fait deux volets:

a) Volet économique: l'Europe actuelle souffre d'une "maladie de langueur" économique.

Elle affiche en effet un retard de croissance énorme (par exemple, depuis vingt ans elle a perdu 1% de croissance par an, et a proportionnellement plus de chômeurs que les Etats-Unis). Ceci est dû surtout à deux raisons. La première est que l'Europe économique réagit mal aux politiques monétaires, car les taux d'intérêts y sont trop restrictifs. La seconde est que les "carburants de la croissance" (facteurs rendant possible le développement économique) ont changé de nature, et ce au détriment de l'Europe. Ces "carburants" sont actuellement les forces de travail qualifiées (forces qui quittent actuellement l'Europe pour les Etats-Unis ou l'Asie), le capital (peu disponible en Europe, contrairement en Asie ou aux Etats-Unis, où il provient de l'épargne, respectivement des grandes banques), et pour finir

l'innovation technologique (notamment les fameuses firmes ".com", domaine dans lequel la croissance en Europe n'est environ que de 1/3 de la croissance américaine).

Un exemple de pays maîtrisant actuellement les trois "carburants" est celui des Etats-Unis, qui possèdent un modèle de libre-entreprise très efficace (alors que l'Europe possède un modèle économique fragmenté et décalé).

b) Volet social: la mondialisation a des effets sur le modèle social européen.

Ce modèle social se caractérise par: une forte protection sociale / une forte redistribution des richesses / des négociations sociales / des partenaires sociaux importants.

Il subit actuellement une très forte pression dans le domaine des coûts sociaux (démographie déclinante et population de plus en plus âgée, chômage en augmentation), des recettes étatiques (les Etats ont de plus en plus de difficultés à prélever des richesses pour les redistribuer, et ce notamment à cause des délocalisations des entreprises) et pour finir dans celui des négociations sociales (les structures corporatistes en Europe sont vieillies et peu efficaces).

L'Europe économique est-elle devant un choix du genre "soit décliner, soit adopter un modèle social à l'américaine"? Pas forcément. Il importe de nuancer un peu les problèmes actuels rencontrés par le modèle européen. Dans certains cas, l'attachement à un modèle social de type européen n'est pas incompatible avec une forte productivité (voir l'exemple des pays nordiques, ayant un Etat-social très fort, mais affichant également une forte productivité). Cela montre bien que ce modèle social est susceptible d'évoluer.

Clairement, le choix auquel l'Europe est confrontée n'est pas un choix entre la croissance et l'action dans le domaine social, mais plutôt le choix du chemin permettant de concilier les deux (ce chemin existe d'ailleurs: avec le "Programme de Lisbonne", l'Europe a notamment affiché sa volonté de réformer l'Europe sociale).

Une autre dimension de la politique économique européenne sera sa future dimension externe, à savoir sa politique économique extérieure. Il est nécessaire que le système économique mondial subisse une certaine régulation. Si le marché est laissé à lui-même, il risque de devenir instable (risque de crise financière), injuste (oubliés du développement, victimes de la mondialisation) et myope (pas de vision à long terme, surtout dans des domaines comme l'environnement, la santé ou les ressources). L'Europe économique pourrait être une bonne matrice pour mettre sur pied une telle régulation.

3 Conclusion

L'Europe devra entreprendre une réforme de sa politique économique intérieure et extérieure. La future Constitution européenne devrait l'y aider.

Mais on peut se demander si une telle réforme économique est compatible avec le grand nombre actuel de pays de l'UE, ainsi qu'avec d'éventuels futurs élargissements.

Quelques remarques à ce sujet:

a) Cas de la Turquie: sans savoir quel effet pourrait avoir l'entrée de la Turquie dans l'Europe économique, il faudrait différer cette entrée.

b) Couple franco-allemand: celui-ci est actuellement vieillissant mais toujours indispensable. Il ne doit pas devenir défensif, mais doit retrouver une orientation positive, avec un projet en commun. Il devrait peut-être s'allier avec un autre grand pays (Pologne, Espagne ou Italie) pour augmenter son poids.

c) Coopérations renforcées: celles-ci permettent d'avoir une certaine géométrie variable, et de suppléer aux institutions européennes lorsque ces dernières sont parfois dépassées.

Donc un tel projet d'Europe puissance est possible. Il ne sera possible que si le couple France-Allemagne y joue un rôle, et si un véritable projet européen existe.

Il pourrait offrir à l'Europe à l'intérieur un développement économique (par ex avec le plein-emploi), et à l'extérieur une zone économique de responsabilité (Méditerranée, ex-URSS, Afrique Noire).